

Berne, le 17 avril 2002

Communiqué aux médias

Le débat public sur Bologne devrait avoir lieu

Le blocus de la CUS du jeudi, 4 avril par les étudiant·e·s produit ses premiers résultats. Hier, une rencontre a eu lieu entre des représentants·e·s de l'UNES, de la CUS, de la CRUS et le Secrétaire d'Etat sur l'agenda de travail concernant les lignes directrices de la CUS au sujet de Bologne. Les critiques de l'UNES au sujet de l'application de la Déclaration de Bologne concernent avant tout le manque de transparence et l'absence de participation de la communauté universitaire, et notamment des étudiant·e·s. Cet état de fait semble cependant changer : suite aux protestations, le Secrétaire d'Etat Kleiber a proposé hier une troisième conférence nationale sur Bologne en décembre qui devrait être organisée conjointement par la CRUS et l'UNES. Le but de cette manifestation sera de créer un large débat au niveau fédéral au sujet des problèmes de l'application de la Déclaration de Bologne. Au préalable, une discussion au sujet de l'application de la Déclaration de Bologne devrait avoir eu lieu dans chaque Haute Ecole suisse. Ce débat sera introduit par la consultation prévue par la CRUS sur les lignes directrices et bases de travail pour Bologne. L'UNES insiste sur le fait que la CRUS fait suivre non seulement les réponses des recteurs, mais aussi les prises de positions des associations des autres membres des Universités pour que les différents avis soient intégrés. La réalisation de cette revendication est l'affaire de la CRUS, et l'UNES veillera au grain.

Ainsi, les premières revendications estudiantines ont été entendues : l'application de la Déclaration de Bologne devrait donner lieu à un débat plus large. La démocratisation du processus dans sa totalité n'est cependant toujours pas garantie. Les revendications de l'UNES concernant la composition paritaire de tous les groupes de travail et "d'application" ainsi qu'une ouverture large de la politique d'information de la CRUS n'ont pas encore été entendues.

Pour l'UNES, une chose est claire : la porte de l'application administrative du processus de Bologne s'est entrouverte. Par la seule participation de toute la communauté universitaire et particulièrement des étudiant·e·s puisque ces dernier·e·s sont particulièrement touché·e·s par Bologne, un débat sur Bologne peut avoir lieu. Peut-être que la CRUS, la CUS et le Secrétaire d'Etat comprendront un jour que Bologne n'apportera certainement pas d'avantages, mais de grands risques pour la Suisse.

Vous trouverez notre critique détaillée au sujet de la Déclaration de Bologne sous :

http://www.vss-unes.ch/policy_d/bologna.html

http://www.vss-unes.ch/policy/bologna_02_f.html

Vous pouvez bien évidemment aussi nous contacter au 031/382 11 71 (lu-je 11:00-13:00 et 13:30-16:30) ou 079/741 09 65 (Stephan Tschöpe).

En espérant pouvoir lire un rapport dans votre publication à ce sujet, nous vous prions de recevoir nos salutations les meilleures,

Stephan Tschöpe
co-président

Theodor Schmid
secrétaire politique

VSS - Verband der Schweizer Studierendenschaften

UNES - Union des Etudiant·e·s de Suisse

USU - Unione Svizzera degli Universitari

<http://www.vss-unes.ch> - <mailto:info@vss-unes.ch>

Schanzenstr. 1 - CH-3001 Bern - +41 31 382 11 71